

### MAITRISE D'OUVRAGE

**UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE - U.I.O.S.S. DE LA MARNE**  
14 rue du Ruisseau / 202 rue des Capucins - 51100 REIMS

### MAITRISE D'OEUVRE

**LAFOSSE & SPINELLI architectes dplg**

15 rue Sainte Catherine - 54000 NANCY - T. 09 83 35 12 42

**BET LOUVET SAS**

13/15 avenue de la Garenne - BP 694 - 54063 NANCY Cedex - T. 03 83 28 85 85

**BET ADAM STRUCTURES**

13/15 avenue de la Garenne - BP 694 - 54063 NANCY Cedex - T. 03 83 27 33 22

### CONTROLE TECHNIQUE

**DEKRA - AGENCE CHAMPAGNE ARDENNE**

54 rue Saint Léonard - CS 60016 - 51686 REIMS Cedex 2 - T. 03 26 85 90 10

### COORDINATION SSI

**ASSIUM**

25 rue de la Hayette - 51110 ISLES-SUR-SUIPPE - T. 06 51 40 93 10

### COORDINATION SPS

**APAVE**

5 rue Clément Ader - BP 132 - 51685 REIMS Cedex 2 - T. 03 26 84 38 00

### DENOMINATION OPERATION

**MISE EN SECURITE DE L'ETABLISSEMENT - PHASE 1**



### DENOMINATION DOCUMENT

**TOUS CORPS D'ETAT**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

E		
D		
C		
B		
A		
0	05.05.2023	CREATION DU DOCUMENT
N°	DATE	MODIFICATION
	N° AFFAIRE	PHASE
	225	DCE
	DATE	EMETTEUR
	05.05.2023	MOE
	REFERENCE DOCUMENT	INDICE
	225-DCE-TCE-CCTP	0
		ECHELLE

## A PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET REGLEMENTAIRES COMMUNES

### A - 01 OBJET DU MARCHÉ

#### A - 01.01 OBJET DU PRESENT CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUNES TCE

Le présent cahier des clauses techniques particulières communes à tous les corps d'état (CCTP-TCE) est un document contractuel qui complète les CCTP de chaque lot et qui est indissociable des autres documents constituant le marché tel que défini dans le CCAP dans l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché.

Ce document définit les prescriptions communes à tous les lots et régit les interfaces administratives et techniques entre les différents intervenants.

#### A - 01.02 PRESENTATION DU PROJET

Le projet objet du présent document est l'opération de mise en sécurité du bâtiment UIOSS de la MARNE à REIMS.  
Les locaux seront en activité pendant la réalisation des travaux.

#### A - 01.03 DECOMPOSITION PAR LOTS

Les travaux seront réalisés en corps d'état séparés, selon liste suivante :

Lot n° 01 : .....	Alarme incendie
Lot n° 02 : .....	Eclairage de sécurité
Lot n° 03 : .....	Cloisons - Plafonds
Lot n° 04 : .....	Menuiserie intérieure bois
Lot n° 05 : .....	Peinture – Revêtements de sols

#### A - 01.04 DESIGNATION DES INTERVENANTS

Maîtrise d'Ouvrage :	UNION IMMOBILIERE DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE DE LA MARNE 14 rue du Ruisseau / 202 rue des Capucins – 51100 REIMS Cedex
Maîtrise d'Oeuvre :	LAFOSSE & SPINELLI architectes DPLG - mandataire 15 rue Sainte Catherine – 54000 NANCY  LOUVET SAS – BET Fluides et Electricité - cotraitant 15 avenue de la Garenne - BP10694 – 54063 NANCY Cedex  ADAM STRUCTURES – BET Structure - cotraitant 15 avenue de la Garenne - BP10694 – 54063 NANCY Cedex
Coordination SSI :	ASSIUM 25 rue de la Hayette – 51110 ISLES-SUR-SUIPPE
Bureau Contrôle :	DEKRA – AGENCE CHAMPAGNE ARDENNE 54 rue Saint Léonard – CS 60016 – 51686 REIMS Cedex 2
Coordination SPS :	APAVE 5 rue Clément Ader – BP132 – 51685 REIMS Cedex 2

---

**A - 02      PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES COMMUNES**

---

**A - 02.01      NATURE DU PRIX DU MARCHE**

Le C.C.T.P. a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement et servant de base au marché, l'entrepreneur devra l'intégralité des prestations nécessaires au complet et parfait achèvement des travaux du présent lot, et en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement connues.

**Rigueur du prix global forfaitaire :**

Il est rappelé que le marché « à prix global forfaitaire » est celui où les prestations demandées à l'entrepreneur sont déterminées et où le prix est fixé en bloc et à l'avance. Les documents constituant le dossier de consultation définissent l'objet du marché et donnent les caractéristiques des travaux à prévoir.

En cas d'incertitudes ou s'il apparaissait sur les documents susmentionnés des divergences, des erreurs ou des omissions, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements et parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions éventuelles.

En conséquence, il est donc bien spécifié que le prix souscrit par l'entrepreneur sur son acte d'engagement correspond à l'exécution parfaite et complète des travaux prévus.

Ne seront donc pas considérés comme « travaux supplémentaires » et de ce fait ne pourront donner lieu à ordre de service ou à supplément, tous les travaux et fournitures nécessaires à l'entier et parfait achèvement des travaux dans le cadre des plans et du C.C.T.P. souscrits en parfaite connaissance de cause.

L'entrepreneur ne pourra donc réclamer de supplément en s'appuyant sur ce que les indications mentionnées sur les plans et le C.C.T.P. pourraient présenter d'incomplet ou de divergent, ou sur des omissions évidentes qui pourraient se révéler.

Le « prix global forfaitaire » comprendra implicitement tous les frais d'installation et d'organisation de chantier, les frais de consommation d'eau, d'électricité, etc ..., les frais consécutifs à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité sur le chantier, les frais d'études, d'assurances, etc ... ainsi que tous autres frais relatifs à l'exécution des travaux.

Les frais d'occupation de voirie ou du domaine public seront également à la charge de l'entrepreneur.

**Décomposition du prix global forfaitaire :**

Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) joint au dossier de consultation n'a qu'une valeur indicative, non contractuelle. Il appartiendra au soumissionnaire, en se fondant sur le C.C.T.P., les pièces graphiques et les renseignements recueillis, de vérifier ces positions suivant ses méthodes propres de calcul et d'appréciation.

Toutefois, afin de faciliter l'examen des offres, le CDPGF sera présenté et articulé à l'identique de celui remis.

L'entrepreneur ne pourra prétendre à augmentation de son prix global forfaitaire par suite d'erreurs ou d'omissions qui pourraient se révéler dans son devis annexe, le prix global forfaitaire étant seul contractuel.

Les prix unitaires mentionnés au CDPGF serviront à l'établissement des devis pour des prestations de même nature qui pourraient être demandées par le Maître d'Ouvrage dans le cadre de travaux supplémentaires.

**Précisions relatives à la crise sanitaire liée à la Covid 19 :**

Au regard de la crise sanitaire passée et actuelle et de la méconnaissance des règles sanitaires qui seront opposables à la date de démarrage des travaux, il est demandé aux entreprises de transmettre leur offre en prenant en compte les règles décrites dans le guide de l'OPPBT relatif aux règles sanitaires vis-à-vis de la Covid 19, applicable à la date de lancement de la consultation.

Ces prescriptions sont précisées dans le chapitre C du présent document.

Les principes principaux retenus sont les suivants :

- les dispositions relatives aux installations communes sont à la charge du Maître d'Ouvrage
- les EPI complémentaires sont à la charge de chaque entreprise.

**A - 02.02 CONNAISSANCE DES LIEUX**

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- S'être rendus sur les lieux où doivent être réalisés les travaux ;
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et de conditions générales et particulières qui y sont attachés ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage de gravois et des matériaux, etc ... ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations ;
- Connaître les disponibilités en eau, en énergie électrique, etc ...

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution, la qualité et le prix des travaux à réaliser. Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix. Il est donc bien entendu que l'offre de l'entrepreneur devra tenir compte de toutes les conditions et sujétions particulières d'exécution quelles qu'elles soient, consécutives à l'emplacement, à l'état, à la disposition ou à toute autre particularité des lieux.

**A - 02.03 DEMARCHES ET AUTORISATIONS**

Il appartiendra à l'entrepreneur d'effectuer en temps utile, toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc ... nécessaires à la réalisation des travaux.

Il lui appartiendra également de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions sont prises en ce qui concerne les démontages, les dévoiements ou coupures des branchements eau, électricité, gaz, téléphone, égouts et autres.

Tous les coûts engendrés directement ou indirectement par ce qui précède seront à la charge de l'entreprise.

Copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes et démarches, devront être transmises au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre.

**A - 02.04 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR**

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en la matière.

Il devra prendre contact en temps utile avec les services locaux compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourraient éventuellement lui être imposées par les autorités locales ou autres pour l'exécution de ces travaux.

L'entrepreneur reconnaîtra les emplacements qu'il devra réserver à ses installations de chantier qui seront entièrement à sa charge, et il devra en prévoir les moyens d'accès. Il supportera toutes les conséquences des règlements administratifs, notamment celles qui résultent des règlements de police en vigueur ou à intervenir, qui se rapportent plus particulièrement à la barrière sur rue, au gardiennage du chantier et à la sécurité de la circulation.

Il posera tous les panneaux de signalisation nécessaires ainsi que tous éclairages de nuit et prendra toutes les mesures utiles en vue de prévenir les usagers du danger qu'ils peuvent encourir aux abords du chantier.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers.

L'entrepreneur sera tenu de conserver et de maintenir en état tous les réseaux existants dans l'emprise du chantier ou sur les façades jusqu'au moment du déplacement éventuel par les services concessionnaires.

**A - 02.05 CONDITIONS PARTICULIERES**

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulièrement délivrée par les services municipaux compétents.

L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouvertures du chantier qui lui auront été notifiées.

En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier, notamment les interventions de nuit suivant nécessités.

**A - 02.06 BRUITS DE CHANTIER**

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation municipale. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables. Circulaire du 16 mars 1978 et son annexe, ainsi que les différents arrêtés visés dans cette circulaire.

**A - 02.07 SALISSURES DES VOIES DES DOMAINES PUBLICS ET PRIVES**

Pendant toute la durée des travaux, les voiries, trottoirs, etc ... du domaine public et des domaines privés devront toujours être maintenues en parfait état de propreté.

- Travaux de démolitions :  
Tous les gravois et décombres tombés sur le domaine public ou privé lors des travaux de démolitions, devront immédiatement être enlevés et le sol balayé et lavé le cas échéant.
- Chutes de matériaux des bennes :  
A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber du véhicule sur les chaussées ou trottoirs et provoquer des dommages aux tiers ou aux véhicules en stationnement à proximité du chantier.

**A - 02.08 SAUVEGARDE DES CONTRUCTIONS EXISTANTES**

Les travaux seront réalisés dans un établissement existant en activité pendant les travaux.

En conséquence, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui sont imposées par ces conditions de chantier particulières.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel toutes les constructions existantes, pouvant subir du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

Il devra également garantir la continuité de fonctionnement des installations et équipements existants et permettre la continuité de l'activité de l'établissement.

**A - 02.09 RISQUE ASPERGILLAIRE**

Pour toute phase susceptible de générer des poussières, l'entreprise mettra en œuvre tous les dispositifs nécessaires pour réduire significativement les taux d'empoussièrément générés par les travaux.

Pour contrôler au mieux cette nuisance, toutes les actions susceptibles de générer de la poussière seront accompagnées par la mise en place de système d'humidification (arrosage, brumisation) pour limiter l'émission des poussières à la source. L'entreprise prendra en compte ces dispositions dans son offre de prix.

**A - 02.10 REGLEMENTATION ET ASSURANCES**

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers applicables en la matière.

Il devra posséder une qualification professionnelle.

Il souscrira une assurance particulière concernant les risques spéciaux des travaux et garantissant les dommages pouvant être occasionnés aux ouvrages existants.

**A - 02.11 SECURITE SUR CHANTIER**

Les entreprises devront respecter scrupuleusement toutes les normes de sécurité, conformément à la législation en vigueur. De plus, toutes les prescriptions portées au Plan général de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S) et au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) devront être connues de tous et respectées.

---

**A - 03      PRESCRIPTIONS REGLEMENTAIRES COMMUNES**

---

**A - 03.01      INTERVENTIONS SUR OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE**

Le bâtiment objet des travaux comporte certains ouvrages contenant de l'amiante, obligeant à réaliser une partie des travaux en sous-section 4 (à la charge de l'ensemble des entreprises) : enduit sur voiles béton armés et plaques de protection CF au droit des joints structurels en sous-face de planchers en béton armé.

L'entreprise doit impérativement se référer aux annexes du CCTP-TCE, comprenant les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux.

Tous les travaux nécessaires aux ouvrages du présent lot sur les ouvrages contenant de l'amiante seront réalisés sous-section 4.

Les interventions en sous-section 4 nécessitent :

- Evaluation des risques : elle s'appuie sur des mesures d'empoussièrement réalisées dans le cadre de chantier (tests) similaires ou est réalisée à partir d'une grille d'évaluation couramment utilisée dans la profession. Si le candidat ne dispose pas de mesures d'empoussièrement obtenues grâce à un ou des chantiers (tests) similaires, il devra alors procéder à des mesures d'empoussièrement sur opérateurs au cours du présent chantier ainsi qu'à des mesures libératoires.
- Rédaction des modes opératoires correspondants (MO)
- Transmission des MO au maître d'ouvrage et au CSPS pour avis
- Transmission des MO aux organismes suivants (OPPBTP-CARSAT-DIRECCTE)
- Consultation de la médecine préventive et du CHSCT de l'entreprise (les avis seront à communiquer au maître d'ouvrage)
- Réalisation de l'intervention par du personnel formé (Encadrement de chantier et opérateur) pour intervenir en sous-section 4 conformément à l'arrêté du 23 février 2012
- Fournir au maître d'ouvrage des attestations de formation/compétence du personnel (Encadrant et opérateurs) intervenant au moment du démarrage de chantier
- Réalisation des confinements, mise en œuvre des EPC et des EPI conformément aux MO
- Emballage, transport et élimination des déchets conformément à la réglementation
- Les bordereaux de suivi des déchets sont à transmettre au maître d'ouvrage

Le titulaire du présent lot devra confirmer son mode opératoire présentant à minima les points ci-dessous :

- La nature de l'intervention
- Les matériaux concernés
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre
- Les notices de poste
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements
- Les procédures de gestion des déchets
- Les durées et temps de travail

**A - 03.02      CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT AU REGARD DE LA SECURITE INCENDIE**

Classement applicable au bâtiment objet du projet :

- ERP de 2ème catégorie de type W avec activités de type L.

**A - 03.03      PRESCRIPTIONS DE SECURITE INCENDIE**

- Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public
- Code du Travail

Le système de sécurité incendie existant devra rester en fonctionnement en dehors des heures de travaux, même pendant les interventions de désamiantage.

#### **A - 03.04      PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES**

- Décret n° 2006-555 du 17 Mai 2006, Décret n° 2007-1327 du 11 Septembre 2007, Arrêté du 1<sup>er</sup> Août 2006, Arrêté du 21 Mars 2007, Arrêté du 22 Mars 2007, Arrêté du 30 Novembre 2007
- Tous décrets, arrêtés et circulaires postérieurs, publiés à la date de remise des offres.
- Code du travail

#### **A - 03.05      PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ACOUSTIQUE**

Les prescriptions acoustiques portées dans les CCTP devront être respectées, ainsi que les prescriptions acoustiques figurant dans les réglementations applicables, notamment accessibilité handicapés.

Les obligations de résultats énoncées dans les réglementations sont à considérer comme les minima contractuels de qualité des bâtiments. Elles ne remettent pas en cause les performances ou prestations de niveau supérieur figurant dans les autres pièces écrites ou graphiques du dossier marché. Lorsque des prestations décrites dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ou dessinées sur les plans conduisent à des performances supérieures, elles devront être réalisées comme décrites.

---

#### **A - 04            AUTRES PRESCRIPTIONS COMMUNES CONTRACTUELLES**

---

Sont à considérer comme prescriptions communes contractuelles les documents suivants opposables aux entreprises et joints en annexe au présent CCTP-TCE :

- Annexe 1 : Notice Sécurité incendie
- Annexe 2 : Notice Accessibilité
- Annexe 3 : Diagnostics amiante avant travaux :
  - diagnostic référencé 10742124/S1.1.2.R concluant à la présence d'amiante sur les ouvrages analysés (enduits sur voiles BA et sur protection CF en sous-face de planchers BA)
  - diagnostic référencé 18457219/S1/1/AM-RTV/1-82PZOYF concluant à la présence d'amiante sur les ouvrages analysés (enduits sur voiles BA)
  - diagnostic référencé 18718135 concluant à l'absence d'amiante sur les ouvrages analysés (dalles de plafonds).

## **B PRESCRIPTIONS TECHNIQUES COMMUNES**

---

### **B - 01 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS**

---

#### **B - 01.01 DOCUMENTS APPLICABLES**

La qualité des matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront satisfaire aux caractéristiques et conditions contenues dans les documents suivants :

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G)
- Les règles techniques d'exécution des ouvrages énoncées dans les Cahiers des Charges des D.T.U (Documents Techniques Unifiés)
- Les prescriptions ayant valeur de Cahier des Charges D.T.U
- Les Cahiers des Clauses Spéciales assortis aux Cahiers des Charges des D.T.U
- Les Règles de calcul D.T.U
- Les Cahiers du C.S.T.B (Centre Scientifique et Technique du bâtiment)
- Tous autres documents suivant indications Bureau de Contrôle

#### **B - 01.02 NORMES FRANCAISES ET EUROPEENNES**

Les matériaux et leurs mises en œuvre devront satisfaire aux dispositions portées par l'ensemble des Normes Françaises et Européennes publiées par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.), homologuées par arrêté ministériel, et en vigueur à la date de remise de l'offre.

Chaque matériau devra être estampillé NF et CE.

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi.

---

### **B - 02 MATERIAUX**

---

#### **B - 02.01 QUALITE DES MATERIAUX**

Les matériaux et produits entrant dans la composition de la construction seront neufs et de première qualité et répondront à toutes les Normes, règles et prescriptions en vigueur.

Les matériaux mis en œuvre devront obligatoirement faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. valable à la date de pose.

Les matériaux employés devront correspondre aux prescriptions définies dans chaque Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ou être équivalents tant au niveau de leurs aspects que de leurs caractéristiques dimensionnelles.

Ceux ne répondant pas à celles-ci devront être soumis au Maître d'œuvre et au bureau de contrôle pour accord avant utilisation ou exécution.

#### **B - 02.02 MARQUES DES MATERIELS ET MATERIAUX**

L'Entrepreneur est tenu d'indiquer, dans sa soumission, les marques qu'il envisage de fournir, faute de quoi son silence équivaldra à une acceptation des matériels ou matériaux proposés par la maîtrise d'œuvre.

La maîtrise d'œuvre se réserve la possibilité de refuser les marques proposées si celles-ci ne présentent pas les qualités demandées dans les documents contractuels.

En tout état de cause, lors de la mise au point du marché, si l'Entreprise propose un autre matériel, celle-ci comprendra dans son offre, toutes les sujétions liées à la réalisation et en particulier l'état des finitions et obtentions de résultats (ex : objectifs acoustiques).

En cours d'exécution, tous les corps d'états seront tenus de produire sur le champ à la demande du maître d'œuvre et/ou du Contrôleur Technique toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. Pour cela, en début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.



**B - 02.03 DIMENSIONS ET DISPOSITIONS DES MATERIAUX ET OUVRAGES**

Les dimensions et dispositions des matériaux et ouvrages devront être conformes aux stipulations des pièces du marché ou des pièces modifiant celui-ci pendant la réalisation.

Sur demande écrite du Maître d'Ouvrage, les Entreprises s'engageront à faire démolir et remplacer, à leur frais, tous ouvrages exécutés sans ordre et ne répondant pas aux dites stipulations.

L'Entreprise sera tenue de vérifier les cotes des matériaux avec celles portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et leurs concordances entre elles. Elle assumera seule la responsabilité qui découlerait soit de ses erreurs, soit de la non vérification des plans.

**B - 02.04 ECHANTILLONS**

Avant passation de leurs commandes et au plus tard à la fin de la période de préparation du chantier, tous les Corps d'Etat devront présenter au maître d'œuvre les échantillons, modèles ou maquettes des différents matériaux, matériels et ensembles dont ils prévoient l'emploi.

Seront également jointes leurs spécifications techniques, de façon à ce que les décisions prises, adoption ou refus, n'aient aucune influence sur le planning.

Ceux-ci jugés indispensables par l'Architecte, devront être modifiés s'il y a lieu, sur injonction de celui-ci ou d'un membre de la maîtrise d'œuvre, jusqu'à complet accord de ceux-ci.

Tous les échantillons, modèles ou maquettes pourront, après le choix et à la demande du maître d'œuvre, être conservés sur le chantier durant l'exécution des travaux, de manière à servir de référence.

Les frais relatifs à cette présentation feront partie intégrante du forfait de chaque entreprise, celle-ci restant propriétaire en assurant la reprise après réception des travaux.

Faute d'avoir souscrit à cette présentation, le maître d'œuvre se réserve le droit d'imposer les matériaux prévus dans les documents contractuels.

Si du fait de l'Entreprise, le changement d'un matériau entraînait des retards sur le planning, ces retards lui seraient pleinement imputés.

**B - 02.05 PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FOURNISSEURS**

Les fournisseurs, fabricants ou toute autre personne apte à représenter les établissements devront, en présence du représentant du corps d'état et de l'Architecte, donner sur le chantier toutes les indications utiles concernant les conditions d'emploi, les modes de fixations ou d'applications, garantissant une parfaite tenue des ouvrages exécutés dans les conditions d'exploitation normalement possibles du bâtiment.

A tout moment, jugé utile par l'Architecte, l'Entrepreneur devra solliciter de son fournisseur ou du fabricant des produits appliqués, une assistance technique, y compris quant au respect des mises en œuvre sur le chantier vis-à-vis des performances acoustiques.

En outre, le fabricant devra garantir ses fournitures contre tout vice de fabrication et devra la remise des notices d'entretien, rédigées en français de ses fournitures.

**B - 02.06 MATERIAUX DEFECTUEUX**

Dans le cas où les matériaux ne correspondraient pas aux dispositions du marché, la maîtrise d'œuvre ordonnera à l'Entreprise l'évacuation immédiate et totale des matériaux défectueux ou non conformes approvisionnés. L'Entreprise en faute, devant alors prendre toutes les dispositions nécessaires pour remédier à cette défaillance et ceci tout en restant compatible avec les délais portés dans le « Calendrier prévisionnel des travaux », annexe au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P).

Tout matériau dont la mise en œuvre ne sera pas satisfaisante sera refusé par le maître d'œuvre, l'Entreprise s'engageant à démolir les ouvrages mal exécutés, dans les délais qui lui sont prescrits, faute de quoi, après mise en demeure restée infructueuse, aux frais et risques de l'Entreprise défaillante, l'ouvrage sera démoli et évacué.

---

**B - 03      ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES ETUDES D'EXECUTION**

---

Les études d'exécution sont à la charge de la maîtrise d'œuvre.

L'entreprise devra transmettre les études à sa charge suivant listing ci-dessous dans un délai compatible avec le planning d'exécution des travaux, en prenant en compte les délais d'approvisionnement et un délai de 10 jours calendaires pour l'établissement des visas par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle technique.

Sur la base des études d'exécution transmises par la maîtrise d'œuvre, le titulaire de chaque lot sera tenu, avant toute mise en fabrication, de fournir pour visa du maître d'œuvre et du bureau de contrôle technique, et le cas échéant du maître d'ouvrage dans le cas de question relative à l'organisation de l'établissement :

- les études d'exécution modifiées si l'entreprise propose des modifications aux études de la maîtrise d'œuvre,
- les plans d'ensemble, plans d'atelier et de chantier, détails d'exécution,
- les fiches techniques des produits permettant de justifier que les ouvrages sont conformes aux spécifications et exigences formulées dans le présent document. Les notices et avis techniques proviendront de laboratoires agréés conformément à la réglementation.
- les prototypes et échantillons demandés par la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre,
- les données techniques des ouvrages nécessitant des interactions avec les autres lots (besoins en énergie, réservations, caractéristiques des raccordements...),
- les méthodologies d'intervention, notamment le listing des contraintes éventuelles pour le fonctionnement et la continuité de l'activité de l'établissement.
- les notes de calculs.

L'entreprise devra tenir compte des adaptations et des mises au point formulées par la maîtrise d'œuvre ou la cellule de synthèse sans que cela entraîne un supplément sur le prix forfaitaire.

Ces documents seront établis sur support informatique au format DWG et soigneusement cotés.

Ils seront transmis à la maîtrise d'œuvre et au bureau de contrôle technique sur supports papier et informatique.

Faute d'avoir satisfait à ces obligations, le titulaire de chaque lot sera intégralement responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes découlant du non-respect de cette clause.

**B - 03.01      COTES DES PLANS**

L'Entrepreneur est tenu de vérifier avant toute exécution, toutes les cotes portées sur les plans qui lui sont fournis par le maître d'œuvre. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans, sauf sur les dessins à grandeur d'exécution.

**B - 03.02      NOTES DE CALCULS - DOCUMENTS TECHNIQUES**

L'Entrepreneur devra établir à sa charge, d'après les plans, notes et détails de la Maîtrise d'œuvre, ses propres plans d'atelier et de chantier, d'usine, de détails, calepins ou épures, notes de calculs, notices explicatives, tracés et joindre toutes justifications nécessaires (en particulier les fiches techniques correspondantes) à la parfaite réalisation de l'ouvrage.

Ces documents devront être soumis avant toute exécution à l'examen ou aux visas de l'Architecte, du Bureau d'Etudes Techniques et du Contrôleur Technique.

**B - 03.03      APPROBATION**

L'Entreprise devra intégrer dans son dossier tous les commentaires ou modifications qui lui parviendront de la part de la Maîtrise d'œuvre et du Bureau de Contrôle.

Lorsque le dossier présenté sera jugé acceptable (sans remarque majeure), l'entreprise établira un "Bon pour exécution" (B.P.E) sur la base du dernier indice de plan visé sans observation (V.S.O.) par la maîtrise d'œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les plans d'exécution seront remis à la maîtrise d'œuvre jusqu'à l'obtention du Visa Sans Observation (V.S.O.).

**B - 03.04 ETABLISSEMENT ET DIFFUSION DES PLANS**

L'Entreprise devra les exemplaires des plans, notes de calculs et notices explicatives nécessaires à leur approbation.

La codification, le routage, le nombre exact de diffusion et le délai dans lequel doivent être remis les documents sont déterminés par la maîtrise d'œuvre.

**B - 03.05 REPRODUCTION DES DOCUMENTS DE CHAQUE ENTREPRISE**

Les frais de reproduction des documents, plans, devis, cahiers des charges, etc..., nécessaires au Maître de l'Ouvrage, à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôle Technique seront pleinement à la charge de l'Entreprise et compris dans le prix de soumission.

---

**B - 04 EXECUTION DES OUVRAGES**

---

**B - 04.01 PRISE DE POSSESSION DES LIEUX – RECEPTION DES SUPPORTS**

Les entrepreneurs prendront possession des lieux dans l'état où ils se trouvent lors de la notification leur prescrivant de commencer les travaux.

Dans le cadre des interfaces entre titulaires de lots entre eux, les entreprises concernées procéderont obligatoirement à des réceptions de supports avant tout démarrage des travaux de l'entreprise preneuse du support. Ces réceptions de supports seront faites entre entreprises à leur initiative.

Lors de l'établissement de ce constat, l'entrepreneur devra s'assurer que les supports sont aptes à recevoir les travaux prévus à son marché et que leur état est compatible avec les obligations de résultat qui lui sont imposées.

Les Cahiers des Charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) précisent les tolérances, planimétries, états de surface, arases, etc..., des différents ouvrages à exécuter.

Un Procès- verbal de réception de support sera alors établi par l'entreprise laissant le support et sera co-signé par les deux entreprises. Ce procès-verbal de réception de support précisera la date, l'heure, les noms et fonctions des représentants des entreprises, les noms des entreprises, les numéros et désignation des lots des entreprises, la nature de l'ouvrage, la localisation de l'ouvrage, la liste des réserves établie suite à la réception de support proprement dite, les dates de levées de réserves par l'entreprise laissant le support.

En cas de désaccord entre entreprises, l'équipe de Maîtrise d'oeuvre interviendra en tant qu'Arbitre et donnera les directives architecturales, techniques, calendaires, financières (si besoin) ou autres à/ou aux entreprises concernées pour permettre le démarrage des travaux de l'entreprise preneuse.

Si à l'issue de la réception de supports, des travaux de reprises d'ouvrages sont à faire par l'entreprise laissant à disposition le support, ceux-ci seront faits par ses soins à sa charge financière. En cas de refus de l'entreprise laissant à disposition le support, l'équipe de Maîtrise d'oeuvre se réserve le droit de faire effectuer les travaux correspondants à une entreprise tierce et aux frais de l'entreprise laissant le support.

Après coup, l'entrepreneur ne sera plus admis à formuler de réserves, excepté pour vice caché.

**B - 04.02 RACCORDEMENTS – ADAPTATIONS**

L'attention de tous les corps d'état est particulièrement attirée sur le respect des points mentionnés ci-après. La qualité des calfeutrements ou bouchements étant une condition importante des performances des ouvrages.

**B - 04.03 RESERVATIONS - PERCEMENTS**

Les réservations et percements dans les ouvrages neufs de plâtrerie seront réalisés par le lot n°03 - Cloisons-Plafonds suivant les indications transmises par les lots nécessitant les réservations et percements.

A défaut de transmission des données dans les délais requis par le planning d'exécution des travaux, les percements seront réalisés par les lots nécessitant les réservations et percements, sous contrôle et avec approbation de l'entreprise responsable des supports traversés.

Les percements dans les ouvrages existants de gros-œuvre pour les réseaux des lots dits « techniques » dans les matériaux porteurs (dalles ou murs) seront exécutés suivant les prescriptions des CCTP par les corps d'état mettant en œuvre ces ouvrages techniques.

#### **B - 04.04      SCELLEMENTS**

Chaque entrepreneur exécutera ses propres scellements, quelle que soit la nature des matériaux, et ce, sous son entière responsabilité.

Dans les scellements, devront être réservés les nus nécessaires pour exécution des raccords d'enduit ou des revêtements définitifs tant en longueur, largeur ou épaisseur.

Aucun scellement ne devra affaiblir les ouvrages dans lesquels ils sont implantés.

#### **B - 04.05      CALFEUTREMENTS DANS RESERVATIONS**

Tous les calfeutrements et bouchements seront réalisés par l'entrepreneur ayant en charge l'exécution des ouvrages nécessitant des réservations.

#### **B - 04.06      SOCLES**

Les socles métalliques faisant partie des appareils d'équipement technique seront fournis et installés par l'Entreprise concernée, sauf prescriptions contraires portées dans les CCTP.

#### **B - 04.07      IMPOSTE**

Toutes les impostes de châssis, portes, etc..., non représentées sur les plans seront exécutées dans les mêmes caractéristiques que les parois dans lesquelles elles s'insèrent.

#### **B - 04.08      BON POUR FERMER**

Lorsque les installations des gaines techniques seront terminées, réceptionnées et éventuellement reprises en cas de réserves, l'Entreprise devra retirer auprès du Maître d'œuvre et/ou du Pilote un « Bon pour fermer » (B.P.F) autorisant ainsi l'exécution des cloisonnements périphériques aux dites gaines.

Cette disposition s'applique également aux cloisons.

Lorsque les installations techniques en plénum seront terminées, réceptionnées et éventuellement reprises en cas de réserves et lorsque la vérification sera faite que l'ensemble des calfeutrements sont réalisés, l'Entreprise devra retirer auprès du Maître d'œuvre et/ou du Pilote un « Bon pour fermer » (B.P.F) autorisant ainsi l'exécution des plafonds suspendus.

#### **B - 04.09      BON POUR BLANCHIR**

Sur le même principe, avant exécution des travaux de finition (pose des faux plafonds, travaux de peintures, agencements, etc.), l'Entreprise en charge des finitions retirera auprès de l'Architecte et/ou du Pilote un « Bon pour blanchir » (B.P.B) lui autorisant l'exécution des dits travaux.

#### **B - 04.10      LIVRAISON ET STOCKAGE SUR CHANTIER DES MATERIAUX**

Les matériaux seront stockés aux emplacements spécifiés.

En tout état de cause, l'Entrepreneur restera responsable de toutes les dégradations et détournements de ses approvisionnements. Les éventuels frais qui en découleraient ne sauraient être imputables au titre de dépenses supplémentaires.

**B - 04.11 PROTECTION DES OUVRAGES**

En dehors des protections imposées aux documents contractuels, chaque entrepreneur sera tenu de protéger ses ouvrages conformément aux règles de l'art (platelages, panneaux de contre-plaqués...) et ce jusqu'à réception.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par l'entrepreneur. Il en sera de même pour les reprises des dégradations d'auteurs inconnus apportées à des ouvrages anormalement protégés.

Ces protections seront dues, quelle qu'en soit la nature, pour les locations, pose, dépose et double transport. De même, il sera prévu les protections des voiries et circulations piétonnes publiques.

**B - 04.12 NOTE GENERALE SUR LES CONTROLES**

Tous les contrôles internes nécessaires dans les différentes phases de préparation et d'exécution des travaux, ainsi que les étapes d'essais avant réceptions seront programmés et respectés.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les Entreprises devra être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'Entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes Françaises (N.F) et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'Entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques soient convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre les corps d'état, chaque intervenant vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'Entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U) et/ou règles de l'art, ainsi qu'aux spécifications acoustiques
- Au niveau des essais, l'Entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les Documents Techniques Unifiés (D.T.U), les règles professionnelles, les éventuels essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites respectives à chaque lot.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des Procès-Verbaux (P.V), qui seront transmis pour examen à la Maîtrise d'œuvre et au Contrôleur Technique.

Chaque lot devra obligatoirement faire procéder aux essais et vérifications techniques de tout ordre qui lui incombent, selon dispositions de l'article R111.40 du décret 78.1146 du 7 décembre 1978.

Les essais demandés par la Maîtrise d'œuvre, puis par la Commission Départementale de Sécurité auront lieu lorsque les essais des entreprises seront achevés et concluants, les procès-verbaux (P.V) correspondants ayant été transmis à la Maîtrise d'œuvre.

**B - 04.13 PERMEABILITE A L'AIR DE L'ENVELOPPE**

Chaque entreprise devra apporter un soin tout particulier au calfeutrement et étanchéité de l'enveloppe du bâtiment ; chaque entrepreneur devra veiller à ne pas altérer, dans la mise en œuvre de ses propres ouvrages, les écrans pare-vapeur disposés par les autres corps d'état.

Les entreprises doivent veiller particulièrement à soigner la mise en œuvre des ouvrages pour éviter les fuites d'air.

Les zones suivantes sont à surveiller en priorité :

- Liaisons menuiseries / gros œuvre
- Liaison mur / dalle sur terre plein, liaison mur / dalle ou plancher en partie courante
- Seuil de porte palière, seuil de porte fenêtre, liaison mur / fenêtre au niveau du linteau
- Liaisons mur / plafond
- Gaines, conduits, coffres de volets roulants, etc...
- Interrupteurs et prises de courant sur parois extérieures.

## C GESTION DES INTERFACES ET LIMITES DE PRESTATIONS

L'entrepreneur devra prévoir, outre les ouvrages énumérés au C.C.T.P. ou figurés sur les plans, tous les travaux incombant à sa profession, ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait achèvement.

L'entrepreneur devra avant tout début d'exécution de ses travaux, notifié par écrit au Maître d'œuvre, toutes les réserves qu'il jugerait utiles de faire sur les travaux déjà réalisés par les autres corps d'état et qui conditionnent la bonne mise en œuvre de ses propres ouvrages.

Dans le cas de réserves justifiées, les travaux de reprise seront à la charge de l'entrepreneur responsable du lot concerné.

L'entrepreneur devra le plus tôt possible, communiquer ses exigences vis à vis des autres entrepreneurs et se renseigner sur l'objet et le contenu technique de celles des autres entrepreneurs dont lui-même devra tenir compte (réservations, attentes, fixations, aspect de surface, etc ...), faute de quoi, il devra supporter les frais engendrés par toutes modifications ou exécution d'ouvrage dont il serait la cause.

Toute réserve émise par un entrepreneur ne sera recevable par le Maître d'Ouvrage sans préjuger de son acceptation, que dans la mesure où elle est accompagnée de justificatifs étayés par des preuves.

En tout état de cause, il est fait obligation à chacun des entrepreneurs de provoquer toute remise de documents concernant ou conditionnant ses ouvrages et d'informer tous les intervenants des impositions qui lui sont faites par la mise en œuvre ou l'exécution de ses travaux.

Les tableaux ci-après ont pour objet de dresser les limites de prestations générales entre les entrepreneurs.

Les prestations à exécuter indiquées ci-après ne sont pas limitatives.

Le présent document ne peut limiter en rien les prestations de chaque entrepreneur décrites dans les CCTP et l'entrepreneur devra, dans le cadre de son marché, toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

### C - 01 ETUDES D'EXECUTION ET DE CHANTIER

tâches	exécutant	payeur
<b>PLANS D'INSTALLATION ET D'ORGANISATION DE CHANTIER</b> Suivant PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre.	Lot 01	Lot 01
<b>ETUDES D'EXECUTION</b> Suivant CCTP de chaque lot et § B-03 du présent document : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les études d'exécution si l'entreprise propose d'apporter des modifications aux études de la maîtrise d'œuvre,</li> <li>- les plans d'ensemble, plans d'atelier et de chantier, détails d'exécution,</li> <li>- les notes de calculs,</li> <li>- les fiches techniques des produits permettant de justifier la conformité des ouvrages,</li> <li>- les prototypes et échantillons demandés MOA et MOE,</li> <li>- les données techniques des ouvrages nécessitant des interactions avec les autres macro-lots et lots,</li> <li>- les méthodologies d'intervention, notamment le listing des contraintes éventuelles pour le fonctionnement et la continuité de l'activité de l'établissement.</li> </ul>	Chaque lot	Chaque lot

**C - 02 TRAVAUX PREPARATOIRES****C - 02.01 PROTECTION DES EXISTANTS**

tâches	exécutant	payeur
<b>CONSTAT D'ETAT DES LIEUX</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre, comprenant notamment : Constat d'état des lieux contradictoire, à transmettre à la MOA et la MOE, réalisé par huissier de justice assermenté, portant sur les locaux du projet, les bâtiments avoisinants, sur les abords et voies d'accès au projet.	Lot 01	Lot 01

**C - 03 BASE VIE****C - 03.01 BUREAUX ET CANTONNEMENTS**

tâches	exécutant	payeur
<b>LOCAUX ET AMENAGEMENTS COMMUNS BASE VIE</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Vestiaires Entreprises Sanitaires Entreprises Réfectoire Entreprises  Compris remise en état en fin de travaux par compte-prorata si dégradations.	Maître d'Ouvrage : locaux mis à disposition des entreprises	Maître d'Ouvrage : locaux mis à disposition des entreprises
<b>CONSOMMABLES BASE VIE</b> Tous consommables courants pour maintenance des locaux et toutes consommations électriques et eau de la base vie.	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage
<b>LOCAUX SPECIFIQUES ENTREPRISES</b> Suivant PGC-SPS en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Locaux spécifiques à chaque entreprise suivant nécessité, notamment de stockage protégé. A noter que la surface réduite de l'emprise de la base vie ne permettra pas la mise en place de nombreux bungalows. Aussi les entreprises devront organiser les livraisons au plus près des besoins selon phasage, pour limiter le stockage sur site.	Chaque lot	Chaque lot

**C - 03.02 ACCES BASE VIE**

tâches	exécutant	payeur
<b>SIGNALÉTIQUE ACCES CHANTIER</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Fourniture, pose et maintenance de l'ensemble de la signalétique d'accès au chantier, tant pour l'accès véhicules que pour l'accès piétons.	Lot 01	Lot 01
<b>LIVRAISONS DANS L'EMPRISE DE LA BASE VIE</b> Suivant PGC-SPS en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Le site étant un établissement en activité, les livraisons sur site devront prendre en compte les impératifs horaires et de circulation imposés par le MOA.	Chaque lot	Chaque lot
<b>ORGANISATION DES LIVRAISONS - HOMME-TRAFFIC</b> Suivant PGC-SPS en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Présence obligatoire d'un homme-traffic lors des livraisons.	Chaque lot	Chaque lot

**C - 03.03 DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES BASE VIE**

tâches	exécutant	payeur
<b>DISPOSITIONS SPECIFIQUES CRISE SANITAIRE COVID 19</b> Suivant guide OPPBTP, PGC-SPS en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Adaptation de la base vie suivant effectif des compagnons Doublement surfaces locaux base Vie si nécessaire Nettoyages et Désinfections réglementaires Equipements pour compagnons dans base vie (point d'eau à l'entrée, solution hydroalcoolique, lingettes désinfectantes...) Affichage réglementaire. Toutes autres sujétions selon guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19.	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage
<b>NETTOYAGES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER</b> Suivant PGC-SPS, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS.	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage
<b>NETTOYAGES DES VOIRIES</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS.	Entreprise responsable.	Entreprise responsable. Compte-Prorata si responsable non identifié.



**C - 04      SIGNALETIQUE ET AFFICHAGE**

tâches	exécutant	payeur
<b>PANNEAU DE CHANTIER</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Fourniture et pose d'un panneau de chantier 200 x 200 cm, en couleurs, conforme à la réglementation. Y compris support pour mise en œuvre. Y compris dépose et évacuation en fin de chantier.	Lot 01	Lot 01
<b>SIGNALÉTIQUE DE CHANTIER</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Fourniture, pose et maintenance de la signalétique réglementaire.	Lot 01	Lot 01

**C - 05      SECURITE**

tâches	exécutant	payeur
<b>PROTECTIONS INDIVIDUELLES</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture, pose et maintenance de l'ensemble des protections individuelles. Compris, suivant guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19, PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : EPI complémentaires (masques, lunettes, solution hydroalcoolique, lingettes désinfectantes...) et toutes autres sujétions selon guide OPPBTP relatif à la crise sanitaire Covid 19.	Chaque lot	Chaque lot
<b>PERMIS FEU</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Etablissement des demandes de permis-feu auprès des services du CHU (SGRIS).	Chaque lot	Chaque lot
<b>EXTINCTEURS</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture et maintenance d'extincteurs adaptés aux risques à proximité des postes de travail.	Chaque lot	Chaque lot

**C - 06 LEVAGE ET MANUTENTION**

tâches	exécutant	payeur
<b>ECHAFAUDAGES EXTERIEURS</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS, comprenant notamment : Fourniture et maintenance des échafaudages extérieurs, avec mise à disposition des autres lots suivant nécessités. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Sans objet	Sans objet
<b>ECHAFAUDAGES INTERIEURS</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture et maintenance des échafaudages intérieurs, suivant besoins. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP. Compris dépose et remise en état en fin de travaux.	Chaque lot suivant nécessité	Chaque lot suivant nécessité
<b>CHARIOTS ELEVATEURS ET NACELLES ELEVATRICES</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture et maintenance des chariots élévateurs et et nacelles élévatrices, suivant besoins. Compris toutes sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP.	Chaque lot suivant nécessité	Chaque lot suivant nécessité

**C - 07 CONDITIONS DE MISE EN OEUVRE DES OUVRAGES DANS BATIMENT EN ACTIVITÉ****C - 07.01 LIVRAISONS / APPROVISIONNEMENT**

tâches	exécutant	payeur
<b>APPROVISIONNEMENT DANS LE BATIMENT</b> Suivant PGC-SPS et suivant CCTP tous lots, en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : - Le site étant un établissement en activité, les approvisionnements entre le site de stockage et le bâtiment sur site devront prendre en compte les impératifs horaires imposés par le Maître d'Ouvrage. - Le transport des matériaux, matériels et l'évacuation des gravois devront se faire en containers ou emballages étanches, selon méthodologie à faire agréer par la MOA, la MOE et le CSPS. - Compris toutes autres sujétions spécifiques suivant PGC-SPS et CCTP.	Chaque lot	Chaque lot

## C - 07.02 CONSIGNATIONS

tâches	exécutant	payeur
<p><b>CONSIGNATIONS DANS LE BATIMENT</b></p> <p>En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS :</p> <p>Les consignations seront réalisées par les entreprises des lots 01 et 02, en présence du Maître d'Ouvrage, avec un délai de prévenance d'une semaine.</p>	<p>Lots 01 et 02 pour leurs ouvrages respectifs</p>	<p>Lots 01 et 02 pour leurs ouvrages respectifs</p>

## C - 07.03 MESURES DE PROTECTION

tâches	exécutant	payeur
<p><b>CONFINEMENTS ET PROTECTIONS OUVRAGES EXISTANTS</b></p> <p>Les interventions se dérouleront dans des locaux existants en activité.</p> <p>La réalisation des travaux nécessitera en conséquence la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures pour permettre la protection des ouvrages existants et des personnes.</p> <p>Mise en œuvre de confinements pour permettre d'isoler les zones en travaux des autres zones en activité, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cloisons de confinement rigides et étanches, toutes hauteur sous dalle, en plaques plâtre ou panneaux bois.</li> <li>- compris porte d'accès à chaque zone de travail, avec serrure à clé</li> <li>- compris toutes sujétions pour assurer l'étanchéité aux poussières (tous calfeutrements en pourtour des réseaux traversant la zone)</li> <li>- compris toutes sujétions pour assurer l'isolation phonique (isolant acoustique dans la cloison)</li> <li>- compris maintenance en parfait état de l'ensemble des installations et toutes modifications d'implantations suivant nécessité, à la demande de la MOA, de la MOE et/ou du CSPS.</li> <li>- compris toutes sujétions suivant phasage</li> <li>- compris dépose et évacuation des protections en fin de chantier.</li> </ul> <p>Mise en œuvre d'une protection des revêtements de sols de l'ensemble des circulations et locaux utilisés, toute largeur, soit par feutrine étanche à fixer au sol par adhésif double face temporaire, soit par film fibré étanche auto-adhésif.</p> <p>Compris toutes sujétions pour maintien en place et remplacement suivant nécessité pendant les travaux.</p> <p>Compris toutes sujétions suivant phasage</p> <p>Compris dépose et évacuation des protections en fin de chantier.</p>	<p>Lots 01 et 02 pour leurs zones de travaux respectives</p> <p>Lot 04 pour le remplacement des portes</p> <p>Lots 01 et 02 pour leurs zones de travaux respectives</p> <p>Lot 04 pour le remplacement des portes</p>	<p>Lots 01 et 02 pour leurs zones de travaux respectives</p> <p>Lot 04 pour le remplacement des portes</p> <p>Lots 01 et 02 pour leurs zones de travaux respectives</p> <p>Lot 04 pour le remplacement des portes</p>
<p><b>MESURES CONTRE RISQUE ASPERGILLAIRE</b></p> <p>En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS :</p> <p>Mise en oeuvre de toutes dispositions visant à limiter le risque aspergillaire.</p>	<p>Chaque lot</p>	<p>Chaque lot</p>

**C - 07.04 UTILITES DANS ZONES DE TRAVAUX**

tâches	exécutant	payeur
<b>INSTALLATIONS COMMUNES ELECTRIQUES</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture et mise en œuvre de tableaux électriques de chantier et d'éclairage, suivant réglementation, dans l'ensemble des zones de travail. Maintenance en parfait état de l'ensemble des installations. Compris toutes sujétions pour mise en oeuvre d'un tableau électrique spécifique pour intervention anticipée du lot 01-Désamiantage.	Lot 01	Installation : Lot 01 + Consommations : Maître d'Ouvrage
<b>SYSTEME DE SECURITE INCENDIE</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Maintien du système de détection incendie existant (têtes de détection) pendant les travaux, compris toutes sujétions pour fixations provisoires en plafonds ou sous dalles BA. Fourniture de protection des têtes de détection. Mise en place des protections des têtes de détection pour les travaux en journée et dépose en fin de journée pour mise en sécurité de la zone.	Lot 01  Lot 01 Chaque lot suivant nécessité	Lot 01  Lot 01 Chaque lot suivant nécessité
<b>POINTS D'EAU INTERIEURS BATIMENT</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Fourniture et mise en œuvre de points d'eau dans l'ensemble des zones de travail. Maintenance en parfait état de l'ensemble des installations.	Maître d'Ouvrage	Maître d'Ouvrage

**C - 07.05 DISPOSITIONS DIVERSES**

tâches	exécutant	payeur
<b>DESIGNATIONS DES OUVRIERS</b> En coordination avec Maîtrise d'Ouvrage, Maîtrise d'œuvre et CSPS : Chaque entreprise devra établir la liste des ouvriers amenés à intervenir. Toute personne non désignée nominativement sur cette liste ne sera pas autorisée à intervenir dans le bâtiment.	Chaque lot	Chaque lot

**C - 08      GESTION DES DECHETS - NETTOYAGE**

## C - 08.01      GESTIONS DES DECHETS

tâches	exécutant	payeur
<p><b>GRAVOIS LIES AUX DEMOLITIONS</b></p> <p>Suivant PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre, comprenant notamment : Fourniture, enlèvement des bennes, y compris frais de décharge. Fourniture et mise en place toutes dispositions pour évacuation des gravois des niveaux concernés jusqu'aux bennes, à faire agréer par CSPS. Les évacuations entre le chantier et les bennes et l'évacuation des bennes vers l'extérieur du site devront prendre en compte les impératifs horaires imposés par le MOA.</p>	Chaque lot pour leurs ouvrages respectifs	Chaque lot pour leurs ouvrages respectifs
<p><b>DECHETS DE CHANTIER</b></p> <p>Suivant PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre, comprenant notamment : Chaque entreprise devra évacuer ses déchets de chantiers ) l'avancement des travaux. Les évacuations de déchets devront prendre en compte les impératifs horaires imposés par le MOA.</p> <p>Si défaillance des entreprises : Fourniture, enlèvement de bennes, y compris frais de décharge. Fourniture et mise en place toutes dispositions pour évacuation des gravois des niveaux concernés jusqu'aux bennes, à faire agréer par CSPS.</p>	<p>Chaque lot</p> <p>Lot 01</p>	<p>Chaque lot</p> <p>Compte-Prorata si défaillance</p>

**C - 08.02      NETTOYAGES**

tâches	exécutant	payeur
<p><b>NETTOYAGES INTERNES DU CHANTIER</b></p> <p>Suivant PGC-SPS et CCTP en coordination avec Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'œuvre, comprenant notamment :</p> <p>Chaque entreprise est tenue d'assurer journellement le nettoyage de ses postes de travail et d'évacuer ses déchets.</p> <p>Un nettoyage complet de fin de chantier sera réalisé avant remise en service de chaque zone de travaux.</p> <p>Tous les locaux devront être livrés dans un état de propreté impeccable.</p>	Chaque lot	<p>Chaque lot</p> <p>-</p> <p>Si défaillance, entreprise extérieure avec imputation aux entreprises concernées si identifiées, au Compte-prorata à défaut.</p>

**C - 09 DISPOSITIONS DIVERSES**

tâches	exécutant	payeur
<b>REPRODUCTION DE DOCUMENTS</b> Reproduction de l'ensemble des pièces du marché + tous documents d'intérêt commun en cours de chantier (PIC, planning...)	Lot 01	Lot 01

**C - 10 ESSAIS ET CONTROLES**

tâches	exécutant	payeur
<b>ESSAIS ET AUTOCONTROLE</b> Suivant CCTP, chaque entreprise doit transmettre ses essais et autocontrôles.	Chaque lot	Chaque lot

**NOTA :**

Toutes les autres prescriptions liées aux installations de chantier, suivant PGC-SPS, non spécifiquement détaillées dans le présent document, sont implicitement à la charge d'exécution et à la charge financière de l'entreprise chargée du lot n° 01.